Initiatives ministérielles

Le changement majeur, celui qui produirait le plus grand impact en matière d'éradication des attitudes violentes à l'égard des femmes devra toutefois venir de l'intérieur. Tout en parlant, je pense aux hommes de cette Chambre et d'ailleurs qui n'ont pas encore accepté intégralement les femmes comme partenaires égaux dans tous les domaines de la vie et qui doivent examiner scrupuleusement leurs propres préjugés et leur sexisme latent ainsi que leurs attitudes surannées.

Le problème de la violence n'est pas un problème féminin, c'est un problème qui concerne toute la société et plus particulièrement les hommes. Si nous ne pouvons pas dicter les attitudes par les lois, nous pouvons travailler ensemble à les modifier, ce qui serait dans le meilleur intérêt de tous les Canadiens.

Il semble que les Canadiens soient maintenant convaincus que la pornographie n'est rien d'autre que de la propagande haineuse contre les femmes, les enfants et la famille. L'éternelle question que nos législateurs ignorent est cependant la suivante: la pornographie, définie comme la représentation visuelle de comportements sexuels comportant une représentation dégradante de l'être humain, entraîne-t-elle un accroissement de la violence contre les femmes et les enfants?

Un récent ouvrage écrit par deux Canadiens, W.J. Marshall et Sylvia Barret, intitulé *Criminal Neglect*, expose de façon troublante comment le système de justice criminel ignore les effets néfastes des agressions sexuelles, et explique comment la plupart des contrevenants se tirent d'affaire.

Entre autres exemples aussi troublants les uns que les autres, les auteurs citent le cas de Ted Bundy, peut-être l'un des tueurs en série les plus connus. Il a admis que le fait d'avoir été exposé à plusieurs reprises à la violence, en particulier la violence sexuelle dans les médias, avait stimulé ses fantasmes et ses rêves érotiques et supprimé ses inhibitions. De l'aveu de Bundy lui-même, son goût pour la violence et la pornographie explicite remonte à l'âge de 12 ans, alors qu'il découvrait pour la première fois les revues de pornographie douce vendues dans les dépanneurs.

On sait également que le pire des assassins en série qu'ait connus le Canada, Clifford Olson, transportait une valise pleine de matériel pornographique durant ses voyages en Colombie-Britannique où il a assassiné 11 enfants en neuf mois.

La pornographie, maintenant considérée comme une industrie de 10 milliards de dollars à l'échelle nord-

américaine, véhicule partout dans notre société des sentiments explicites contre les femmes et les enfants. La publicité, qui diffuse des images sexuellement explicites de femmes à demi nues pour vendre certains types d'autos, certains marques de bière, ou de lotions après-rasage, véhicule aussi la pornographie. Les films et les chansons représentent souvent les hommes en situation de pouvoir et d'autorité, les femmes en situation de soumission et incarnant des rôles négatifs et stéréotypés.

Je ne crois pas que l'accès grandissant à la pornographie explicite reflète les valeurs ou les attitudes de nos contemporains. Au contraire, le public demande à grand cri l'élimination de la pornographie violente et de l'exploitation pornographique des jeunes. Ceux qui diffusent ce genre d'obscénités ne peuvent s'attendre, comme l'a déclaré récemment la Cour suprême du Canada, à pouvoir invoquer la protection de la Charte des droits.

J'estime que toute mesure législative interdisant ou limitant la pornographie serait, conformément à l'article 1 de la Charte des droits, dans des limites raisonnables et pourrait se justifier dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Il ne fait aucun doute que l'effet ultime de la révision des lois sur la pornographie serait d'imposer un contrôle plus strict du matériel à grande diffusion au Canada à l'heure actuelle. Il faut dénoncer la pornographie qui, dans l'ensemble, est déshumanisante et qui contribue à perpétuer dans notre société des mythes inacceptables sur les femmes. Ce n'est ni plus ni moins que de la littérature haineuse envers les deux sexes. Ces stéréotypes vont à l'encontre de la pleine égalité des Canadiennes telle que prônée par le bon sens et par l'article 15 de la Charte des droits.

Et comme en plus tout semble indiquer que les femmes et les enfants tombent victimes de la pornographie, ce genre d'obscénités devrait être limité dans toute société civilisée. Mais c'est un domaine dans lequel il nous faut le consensus le plus général possible.

Et pour conclure, je vais faire quelques commentaires précis sur le projet de loi C-49. Ce dernier contient des choses qui sont loin d'être parfaites et, comme l'a fait remarquer mon collègue de Cap-Breton, il y en a que nous aurions pu améliorer.

Mais en toute justice, il établit des lignes directrices très strictes pour déterminer si les antécédents sexuels peuvent être admis comme preuve. Il décrit clairement la marche à suivre pour ce faire et il définit la notion de consentement à une activité sexuelle.